

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix _ Travail _ Patrie



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace _ Work _ Fatherland

**SOMMET MONDIAL SUR LA TRANSFORMATION DE L'EDUCATION
SEPTEMBRE 2022
- NEW-YORK -**

DOCUMENT PAYS

Août 2022

Introduction

Je salue l'initiative que vous avez prise de tenir un Sommet Mondial de haut niveau sur la transformation de l'Éducation. Ce Sommet intervient à un moment critique où, pour de nombreux pays, les systèmes conventionnels peinent à dispenser une éducation pertinente et de qualité. À cet effet, il devient impérieux de repenser ou de réinventer l'éducation pour l'inscrire dans une modalité endogénéisée, afin de tirer le meilleur parti des objectifs des apprentissages, de garantir l'atteinte des aspirations de l'Agenda2063, les objectifs de la Stratégie Nationale de développement à l'horizon 2030, ainsi que l'atteinte de l'Objectif de Développement Durable n° 4 qui, comme vous le savez, surdétermine tous les autres ODD et vise à « **assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie** ».

Au Cameroun, la population scolarisable est évaluée à 13,2 millions d'individus représentant près de 53% de la population totale en 2020. 7,7 millions d'élèves, apprenants et étudiants, dont 47% de filles, ont été recensés dans les établissements scolaires et Centres de Formation Professionnelle implantés sur le territoire national en 2021. L'encadrement est assuré par 234 726 enseignants/formateurs dont 55% de femmes.

En dépit des efforts consentis par les pouvoirs publics, la résilience du système éducatif camerounais est soumise à rude épreuve par les crises sécuritaires et sanitaires. Les crises sécuritaires (crise du bassin du Lac Tchad, Crise Centrafricaine et la crise des régions du Nord-ouest et du sud-ouest) affectent la scolarisation de plus de 1,5 millions d'enfants. Les besoins sont causés et exacerbés principalement par la violence, les menaces et les attaques contre l'éducation, les déplacements de population et la faible capacité d'accueil des systèmes scolaires et des communautés pour prendre en charge des populations supplémentaires. Dans les départements touchés par la crise du bassin du lac Tchad, plus de 515 000 enfants d'âge scolaire (dont 50 % de filles) ont besoin d'assistance dans l'éducation. Dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, l'ensemble du système éducatif formel est paralysé, ce qui rend difficile l'accès de plus de 462 000 enfants à l'éducation. Concernant la crise sanitaire, l'entrée en vigueur des mesures restrictives sur les regroupements et les déplacements mises en place par le Gouvernement le 18 Mars 2020, a affecté la scolarisation de 7,2 millions d'élèves et étudiants dont environ 4,5 millions d'enfants dans l'éducation de base, 1,8 millions d'élèves du secondaire, 40.000 apprenants de la formation professionnelle et 347 000 étudiants dans l'enseignement supérieur.

La conséquence en a été une dégradation de la performance du système éducatif et une baisse de la qualité de l'éducation au regard de la régression de certains indicateurs de scolarisation. Par exemple, de façon, structurelle, en matière d'accès, 8% d'enfants

sont en dehors de l'école et pour ce qui est de la qualité, environ 4 enfants sur 10 n'atteignent pas le seuil suffisant de compétences en langue et en mathématiques en fin du cycle primaire.

Au primaire, le taux d'achèvement est passé de 72,1% en 2018 à 71,1% en 2020. Au secondaire le taux d'achèvement du premier cycle est passé de 57,82% en 2018 à 50,53% en 2021. Ce taux est particulièrement faible pour l'Enseignement Secondaire Technique (8,65% en 2018 contre 8,09% en 2020).

Au supérieur, l'offre de formation dans les établissements technologiques et professionnels est de 22% en 2021 en deçà des 35% visés. Malgré les efforts de professionnalisation des enseignements, l'environnement reste marqué par la préférence des filières généralistes et par l'afflux d'un grand nombre de diplômés dont les qualifications ne sont pas toujours en adéquation avec le marché de l'emploi. Dans les centres de Formation Professionnelle, 87% des apprenants ont achevé leur formation en acquérant des compétences leur permettant d'exercer un métier en 2020. Dans les Centres multifonctionnels de Promotion des Jeunes, le taux d'abandon des adhérents est passé de 12% à 20% entre 2019 et 2020.

L'allocation des ressources budgétaires en faveur du secteur de l'éducation et de la formation a fortement été impactée par les crises sus-évoquées. Les ressources allouées au secteur éducation et formation représentent 16% du budget national en 2021. Ce pourcentage demeure largement en deçà des 20% recommandés par la communauté internationale. La majeure partie des ressources allouées par l'État dans le secteur éducation et formation est orientée respectivement dans les sous-secteurs de l'éducation de base et des enseignements secondaires qui concentrent à eux-seuls plus de 80% des ressources du secteur. Ces constats pourraient compromettre l'atteinte des cibles de l'ODD4.

Face à cette situation, le Cameroun avec l'appui des Partenaires au développement, a mis en place des mesures pour apporter des solutions idoines aux situations d'urgence. Pour opérer la transformation durable de l'éducation souhaitée, un ensemble de réformes portées par la Stratégie Nationale de Développement (SND30) est envisagé à l'horizon 2030. Dans ce registre on peut citer : la mise en œuvre des plans industriels prioritaires (Numérique, BTP, Agro-industrie, Energie, Bois etc.) et des plans STEM (Science, Technology, Engeneering and Mathematics) et Train My Generation. Le Sommet sur la transformation de l'éducation constitue à coup sûr, l'occasion de repenser ces réformes et notre système de formation.

Je voudrais de prime abord relever les mesures prises par mon pays pour faire face à l'impact de la double crise sanitaire et sécuritaire à laquelle la résilience du système

éducatif a été confrontée. Ensuite, je présenterai les composantes qui déclinent l'engagement du Cameroun, en cohérence avec les thématiques retenues lors du pré sommet de Paris et je clôturerai mon propos la déclinaison des perspectives.

I. Mesures prises par le Gouvernement pour faire face à l'impact de la COVID-19 dans le système éducatif

Un ensemble de mesures a été pris par le Cameroun pour faire face à l'impact de la COVID-19 sur les apprentissages. Ces mesures visaient notamment à assurer la continuité de l'enseignement, la réouverture des écoles et des structures de formation, ainsi que la reprise des enseignements dans un environnement sain, sûr et protecteur. Il s'est également agi d'assurer le renforcement de la résilience du système éducatif face aux crises. A titre d'exemple, je pourrais citer :

- La mise sur pied d'une stratégie nationale et d'un fonds spécial dédiés à la lutte contre la COVID-19 ;
- La mise en place d'un dispositif multidimensionnel d'enseignement à distance dans le Secteur de l'Education et de la Formation (radio, télévision, plateforme internet en ligne - www.monocolonligne.com - et - www.myschoolonline.com; <https://minesec-distancelearning.com> ; plates-formes numériques universitaires ;
- La distribution de 730 000 livrets d'apprentissage autodidacte pour les sous-systèmes francophone et anglophone);
- La mise à disposition d'installation temporaire de lavage de mains pour 1,5 millions d'élèves, et la construction de 134 forages pour plus d'impact dans le comportement des élèves et des enseignants ;
- Le renforcement des capacités des enseignants en matière de soutien psychosocial et d'atténuation des risques pendant la réouverture des écoles ;
- L'opérationnalisation de la digitalisation dans le cadre du Numérique Universitaire;
- La réouverture des écoles et des classes d'examen le 1^{er} juin 2020 et l'ouverture générale des écoles et des structures de formation à la rentrée du 5 Octobre 2020;
- Le renforcement de la résilience du système éducatif face aux crises;
- L'institutionnalisation et la pérennisation du dispositif national d'apprentissage à distance.

La menace de la pandémie à Covid-19 s'est transformée en opportunité offrant des possibilités de rentabilisation des perspectives liées à la digitalisation des contenus d'apprentissages. Le Gouvernement camerounais s'est résolument tourné vers des dispositifs éducatifs hybrides qui allient présentiel et distanciel. Ces innovations sont mises

en œuvre pour remédier de manière générale au phénomène de déscolarisation qui touche de nombreux enfants au Cameroun.

II. Engagements pour la transformation de l'Éducation : Pistes d'actions thématiques

Au regard des thématiques prescrites, l'engagement du Cameroun pour la transformation de l'Éducation est structuré autour de trois composantes que sont la transformation du système de production, la qualité des apprentissages et la Gouvernance. Le fondement de cette démarche est inscrit d'une part dans la transversalité et l'intersectorialité des thématiques qui structurent les actions de transformation à conduire et, d'autre part, elle rend compte des défis et priorités du pays auxquels la transformation de l'éducation doit répondre.

1 Composante Intersectorielle : la transformation du système productif

Le Cameroun entend s'appuyer sur le système productif pour impulser la transformation de l'Éducation, de manière à relever le niveau du capital humain et le niveau de développement.

Dès 2025, les investissements productifs à mobiliser dans le cadre des plans phares des domaines porteurs (énergie, numérique, agro-industrie, BTP et forêt – bois) identifiés par la Stratégie Nationale de Développement (SND30), vont requérir des compétences avérées, qui imposeront un renouvellement de l'offre du le système éducatif, en constituant, de la sorte une opportunité transformatrice.

Une option forte est préconisée pour faire de la professionnalisation des apprentissages un levier impératif de la transformation du système productif. Un des premiers bénéfices est l'amélioration de l'offre et de la qualité de l'éducation, ainsi que du profil et de l'employabilité des produits du système éducatif.

Le second bénéfice est l'adéquation entre le système d'enseignement et de formation et les besoins du marché de l'emploi généré par ces plans.

Cette transformation de l'éducation aura comme autre cœur de cible la réduction des disparités et autres inégalités, et la prise en compte des problématiques, de transformations sociales et de développement durable.

A cet effet, le pays s'engage à :

- Intégrer les besoins de la planification industrielle, dans la réforme curriculaire de manière à créer une ligne de cohérence entre la formation et le système productif;

- Capitaliser les opportunités de la digitalisation en généralisant l’usage du numérique pour améliorer l’offre et la qualité de l’éducation de manière à en faire un facteur d’inclusion et de l’élargissement de l’accès de l’éducation à tous ;
- Professionnaliser les enseignements pour la formation des manœuvres, ouvriers, techniciens et ingénieurs ;
- Créer un dispositif de formation continue pour la sécularisation de compétences acquises et l’acquisition de compétences nouvelles ;
- Augmenter les capacités d’accueil des centres de formation professionnelle et des lycées professionnels dans les filières porteuses d’emplois ;
- Valoriser par un système de diplomation et d’équivalence les formations professionnelles, les acquis et retours d’expérience professionnels ;
- Diversifier l’offre d’éducation et de formation technique et professionnel de manière à répondre à la demande des priorités pays ;

2. Composante spécifique : Qualité et employabilité

Pour améliorer la qualité du système éducatif et l’employabilité, le Cameroun s’engage à :

- Intégrer la créativité et l’esprit entrepreneurial dans les curricula de formation des apprenants, à tous les niveaux du système éducatif ;
- Améliorer la flexibilité des programmes des différents niveaux d’éducation pour s’adapter à l’offre du marché de l’emploi ;
- Transformer les curricula pour former un nouveau type d’enseignants qualifiés, aptes à employer des approches alternatives pour adresser les défis actuels et à venir ;
- Définir des normes et cadres de compétences pour la formation initiale et continue des enseignants ;
- Améliorer le dispositif d’orientation scolaire, universitaire et professionnelle pour capitaliser les habiletés des apprenants en cohérence avec les besoins du marché de l’emploi.
- Créer des incubateurs d’entreprise dans les universités d’Etat.

3. Composante Transversale : Gouvernance locale, politique enseignante et financement du système éducatif

Pour accélérer la mise en œuvre de la transformation souhaitée, le Cameroun s'engage également à :

- Opérationnaliser les réformes de la Politique Nationale d'Éducation Inclusive ;
- Renforcer la compétence et l'implication des Collectivités Territoriales Décentralisées dans la gestion et le financement de l'éducation ;
- Opérationnaliser des réformes pour une politique Nationale de l'école sûre et saine ;
- Valoriser les succès-stories dans l'enseignement pour rendre attractive la profession et susciter l'adhésion et l'engouement des jeunes pour ce métier ;
- Valoriser le personnel enseignant et formateur à tous les niveaux du système éducatif en améliorant, le traitement salarial, les conditions de travail et le profil de carrière ;
- Porter la part des dépenses courantes du secteur éducatif à 26,6 % d'ici à 2030 tout en augmentant la part du budget domestique allouée à l'enseignement primaire à 42% à la même période ;
- Mettre en place un cadre légal pour la mise en œuvre de la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE), dans le cadre des financements innovants du système éducatif.
- Mettre en place un cadre légal de mise en œuvre des actions de la transformation.

4- PROCHAINES ETAPES

Les prochaines étapes consisteront en l'élaboration des plans nationaux programmatiques pour la mise en œuvre des recommandations du sommet et des engagements pays.

Conclusion

Dans le Secteur de l'Éducation et de la Formation, mon Gouvernement se donne comme vision de « **Promouvoir un système éducatif à l'issue duquel tout jeune diplômé est sociologiquement intégré, bilingue, compétent dans un domaine capital pour le développement du pays et conscient de ce qu'il doit faire pour y contribuer** ». Cette vision leur permettra en plus d'être compétitif au niveau international.

Le sommet sur la transformation de l'éducation marque un tournant décisif pour l'amélioration de la performance et la qualité du système éducatif camerounais, dans la mesure où il permet de capitaliser des opportunités offertes en matière de numérique, de

résilience du système, de financements innovants pour l'épanouissement d'un contrat social renouvelé.

C'est une mutation qui requiert à la fois des mesures nationales attestées par l'engagement du Gouvernement et l'accompagnement de la communauté internationale.

Annexe : idées émergentes des consultations nationales (cf rapport des consultations)